

Régaz-Bordeaux

Prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution des entreprises locales de distribution de gaz naturel (ATRD6 des ELD)

Date de la contribution : 12/11/2021

Introduction

Contexte et objectifs de la consultation publique

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Régaz partage les principaux enjeux identifiés par la CRE et qui pour la plupart, ont été développés dans le cadre des différents échanges.

Ainsi, dans le contexte général actuel de baisse tendancielle des consommations et du nombre de clients, Régaz a conscience que les changements à venir devront se faire tout en maintenant un niveau de tarif acceptable pour les consommateurs, alors que les nouvelles contraintes engendreront des dépenses supplémentaires (sécurité, gaz renouvelables, compteurs communicants, portail commun...).

Cependant, il est indispensable que les GRD Gaz disposent de moyens suffisants (niveau d'investissements, aides au développement, enveloppe R et D et Innovation...), pour que le gaz puisse continuer à contribuer au mix énergétique français en respectant les critères de sécurité et de qualité de service.

Cadre de régulation tarifaire

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Favorable

Commentaire :

Pour la période ATRD6, Régaz est globalement favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE, dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent dans la continuité de ce qui a déjà été mis en œuvre, que les règles ne soient pas modifiées en cours de période et qu'elles soient appliquées de façon non discriminatoires à la totalité des GRD.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?

Favorable

Commentaire :

Régaz est favorable à la réalisation d'une étude menée par la CRE, permettant d'évaluer les impacts sur les niveaux tarifaires de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement, d'autant plus que cette mesure est neutre pour le client final sur le long terme. Cette mesure permettrait de diminuer les risques des coûts échoués liés à certains actifs d'un GRD, dans un contexte à venir difficile pour le gaz (impact de la RE 2020, concurrence d'autres énergies subventionnées...) et qui induira une baisse des quantités acheminées couplée à des dé raccordements de clients.

Régaz-Bordeaux

La mise en œuvre de cette proposition ne doit néanmoins pas être une variable d'ajustement visant à compenser une baisse du niveau du CMPC ou une baisse du niveau des charges nettes d'exploitation. Par ailleurs, les modalités d'application de ce nouveau dispositif devront être cohérentes avec celles qui avaient été retenues pour GRDF en janvier 2020.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?

Favorable

Commentaire :

Régaz souhaite la couverture des coûts échoués par le tarif de distribution.

Si nous accueillons favorablement les évolutions envisagées par la CRE, nous regrettons néanmoins que la prise en compte de ces coûts échoués soit basée sur une trajectoire et non sur les coûts réellement supportés. En effet par définition, hormis dans le cas des projets de comptage évolué, un coût échoué n'est pas prévisible puisqu'il correspond à une sortie d'actif ne résultant pas de la volonté de l'opérateur d'abandonner un ouvrage, mais qui lui est imposée par un tiers (exemples : travaux de dévoiements imposés pour la construction du Tramway ou de restructuration de la voirie,...).

Ainsi, toute construction de trajectoire prévisionnelle n'est pas représentative des coûts réellement engagés par l'opérateur et de ce fait, Régaz souhaite la couverture des coûts échoués au CRCP.

A défaut, nous demandons que la CRE précise la notion de coûts échoués récurrents et prévisibles, ainsi que les modalités pratiques de mise en œuvre pour la prise en compte, au cas par cas, des autres coûts échoués.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Favorable

Commentaire :

Régaz est favorable au traitement envisagé pour les plus ou moins-values de cession des actifs cédés mais s'interroge sur la complexité du traitement du dispositif à mettre en œuvre compte-tenu de la faiblesse des enjeux envisagés.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

Régaz est favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement actuel du CRCP, mécanisme fondateur du cadre de régulation actuel de l'ATRD.

Dans son dossier tarifaire, Régaz a demandé un élargissement du plafond d'apurement du CRCP à +/- 3 %. L'objectif de cette demande est, dans l'intérêt de tous (GRD et consommateurs finaux), de réduire les soldes de CRCP accumulés en fin de période, et ce tout en maintenant des variations tarifaires limitées au sein d'une même période. Nous notons que l'analyse réalisée par la CRE conduit cette dernière à préférer à ce stade maintenir un plafond à +/- 2 %. Il nous semble que cette analyse mériterait d'être partagée et approfondie dans le but de trouver une solution permettant de réduire les montants en valeur absolue des soldes de CRCP les plus élevés.

Régaz-Bordeaux

En outre, les modalités d'apurement du solde du CRCP, et notamment le sujet de son plafonnement au sein d'une période (coefficient k) mériteraient d'être étudiées conjointement aux effets d'un éventuel lissage des évolutions tarifaires. En effet, certaines situations pourraient se révéler très préjudiciables en conduisant à de fortes variations de tarif d'une période à l'autre uniquement à cause du dispositif de lissage et d'apurement du solde du CRCP de fin de période.

Par ailleurs, nous notons que « *la CRE envisage à ce stade de ne pas modifier le fonctionnement du CRCP* » (§ 3.1.3 de la consultation publique). Nous sommes donc étonnés que dans la suite de la consultation la CRE envisage d'y déroger et ce uniquement pour une ELD. Le mécanisme de CRCP, dont l'apurement en totalité de son solde sur la période suivante est un principe fondateur, rappelé par la CRE dans sa consultation, doit être appliqué à tous, et ce, sans discrimination.

Enfin, Régaz prend acte de la volonté de la CRE de reconduire le principe d'homothétie avec le tarif de GRDF ainsi que les formules d'évolutions des grilles tarifaires.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Favorable

Commentaire :

Régaz prend acte de la volonté de la CRE de reconduire le principe de régulation incitative des charges nettes d'exploitation (CNE) ainsi que les principes d'opérateur efficace et d'objectifs de productivité. Une attention particulière doit cependant être portée à la manière de fixer les objectifs de productivité : ces objectifs doivent rester atteignables et cohérents avec le contexte et les enjeux identifiés. Ils ne doivent en aucun cas être préjudiciables à la sécurité des réseaux de gaz et la qualité du service public rendu.

Régaz est globalement favorable au périmètre des charges et recettes couverts par le CRCP envisagé par la CRE et prend acte du maintien des modalités de couverture par le CRCP des postes de charges et recettes qui étaient déjà en vigueur à l'ATRD5.

La prise en compte au CRCP des incitations financières générées par les mécanismes de régulation incitative n'appelle pas d'observation particulière de notre part. Toutefois, nous formulons plusieurs remarques et demandes concernant les mécanismes de régulation incitative en eux-mêmes dans nos réponses aux questions suivantes de la consultation.

Nous saluons la proposition de la CRE – conforme aux attentes des ELD – de supprimer la régulation spécifique portant sur les charges de capital « hors réseaux » et d'étendre le mécanisme de CRCP à ces charges, comme c'était déjà le cas pour la période tarifaire ATRD4.

Par ailleurs, nous demandons à la CRE de clarifier le fonctionnement et les modalités de prise en compte au CRCP des « *charges relatives aux actions de développement de la concurrence sur le territoire des ELD* ».

Régaz-Bordeaux

Enfin, nous contestons l'intégration au CRCP d'« *incitations financières à la maîtrise des coûts d'investissements* » en cohérence avec notre opposition à la mise en place d'un plafonnement des investissements de GreenAlp et d'un mécanisme de pénalité en cas de dépassement du plafond (cf. réponse à la question 8).

Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Régaz acte la volonté de la CRE de maintenir le suivi des coûts unitaires d'investissements dans les réseaux.

Nous rappelons qu'au vu de sa taille, Régaz ne dispose pas du même effet de foisonnement que GRDF, ce qui rend l'observation des coûts unitaires d'investissement et de leurs variations, moins pertinente. Cette fluctuation est accentuée dans les périodes de forte incertitude sur l'évolution des coûts, à l'image du contexte actuel marqué par les difficultés d'approvisionnement, l'envolée des prix des matières premières et des énergies, la hausse des prix des prestations...

S'agissant du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux », nous saluons la proposition de la CRE de le supprimer, et ce, conformément à notre demande.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?

Favorable

Commentaire :

Suite à la délibération de la CRE du 10 juin 2021 portant orientations sur les mesures à mettre en place par les GRD pour permettre le développement de la concurrence sur les territoires des ELD, Régaz estime qu'il n'est pas nécessaire d'inciter financièrement l'indicateur relatif au taux de changement de fournisseur réalisé dans les délais. Cette mesure n'est d'ailleurs pas présente dans la délibération du 10 juin 2021.

En théorie, les évolutions SI souhaitées par l'ensemble des acteurs du marché, avec l'automatisation des échanges et l'harmonisation des procédures devraient très rapidement rendre cet indicateur obsolète. En pratique, les rapports de la qualité de service de GRDF montrent que cet indicateur (non incité) ne dépasse pas les 95% lorsqu'un déplacement du GRD est nécessaire et ce malgré l'utilisation des webservices.

Nous pouvons donc continuer à suivre cet indicateur non incité ce qui permettra de mesurer dans la durée l'efficacité réelle de l'automatisation des échanges. Dans tous les cas, comme les données de GRDF l'attestent, un objectif à 100% n'est pas réaliste et encore moins acceptable.

En ce qui concerne les deux nouveaux indicateurs relatifs à l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD, Régaz est favorable à leur mise en place.

Toutefois, Régaz s'interroge sur l'articulation envisagée par la CRE entre ces deux nouveaux indicateurs et l'éventuel mécanisme de régulation incitative à la réalisation des actions prioritaires (question 15).

En effet, la mécanique proposée pourrait instaurer une « double peine » pour ce qui concerne les webservices

Régaz-Bordeaux

avec d'un côté un indicateur « incité » et de l'autre une action prioritaire envisagée sur un portail commun portant les webservices.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

Favorable

Commentaire :

Régaz est favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur dès la mise en place du portail commun telle que recommandée par la CRE.

Régaz n'est pas opposé à l'introduction des deux indicateurs « Délai de réponse aux études détaillées pour les porteurs de projet biométhane » et « Nombre de réclamations consécutives au raccordement d'une installation de biométhane ».

Régaz, dans le cadre de sa démarche RSE, est favorable à l'introduction des deux indicateurs « Emissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère rapportées à l'énergie acheminée » et « Fuites de méthane émises dans l'atmosphère ».

En revanche, cette proposition est en contradiction avec la non reconnaissance systématique des coûts demandés par Régaz pour l'ATRD6 sur ce domaine (Labellisation RSE...). Concernant ces deux nouveaux indicateurs, Régaz demande que la méthodologie de calcul soit clarifiée (Une mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2022 semble prématurée).

Enfin, si la CRE décidait dans sa délibération d'introduire les trois nouveaux indicateurs (indicateurs 2.10, 2.11 et 2.12 de l'Annexe 1), Régaz souhaiterait alors que leurs calculs puissent se faire sur une période correspondant à son exercice comptable (du 1^{er} octobre A-1 au 30 septembre).

De plus, concernant l'indicateur 2.12 relatif aux pertes et différences diverses, Régaz souhaite avoir des précisions. En effet depuis l'ATRD5, les montants des pertes et différences diverses rentrent déjà dans le périmètre du CRCP et ce qui interroge sur la pertinence d'un tel indicateur. D'autre part, le mode de calcul de cet indicateur n'est pas le même dans la consultation publique. En effet en page 24, il s'agit de montants associés aux volumes alors qu'en page 64, il s'agit de volumes de pertes/volumes de quantités distribuées.

Question 11 : En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?

Les évolutions envisagées par la CRE ne nous semblent pas répondre à un objectif de simplification dans la mesure où les indicateurs à produire sont plus nombreux que ceux inscrits à l'ATRD5, sans tenir compte de ceux liés aux projets de comptage évolué.

Ainsi, Régaz demande que le nombre d'indicateurs reste constant par rapport à la période ATRD5, par exemple en supprimant des indicateurs dont la volumétrie est toute relative tels que :

- Taux d'absence au relevé des consommateurs de PCE 6M

Régaz-Bordeaux

- Nombre de rendez-vous planifiés non respectés par le GRD
- Taux de raccordements réalisés dans les délais
- Indicateurs relatifs aux rectifications d'index

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?

Défavorable

Commentaire :

Régaz constate que les objectifs de référence des indicateurs déjà existants ont globalement été revus à la hausse pour la période ATRD6.

Nous notons également que pour GRDF, les objectifs de 3 indicateurs sont bien inférieurs à ceux proposés par la CRE pour les ELD. Les objectifs des autres indicateurs sont identiques, à l'exception du taux de relevés semestriels dont l'objectif pour GRDF présente néanmoins peu d'écart avec celui des ELD.

Nous contestons cette évolution et demandons :

- le maintien des objectifs de références actuels pour tous les indicateurs, hormis les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs,
- la fixation d'objectifs de référence basés sur les résultats constatés pour les 2 indicateurs relatifs aux taux de réponse aux réclamations de fournisseurs et de consommateurs.

S'agissant spécifiquement du taux de relevés semestriels (6M) sur index réels, la volonté de la CRE de relever l'objectif de référence est incompatible avec le déploiement en parallèle des compteurs communicants. En effet, la mise en place des compteurs communicants engendre une désoptimisation des tournées de relève qui deviennent plus diffuses et complexes à réaliser, du fait de l'impossibilité de poser des compteurs communicants à certains endroits (refus du client, inaccessibilité...). Régaz, compte-tenu de son expérience en la matière, souhaite donc que l'objectif du taux de relevés semestriels soit revu à la baisse (à 95%) jusqu'à la fin du déploiement des compteurs communicants.

3 nouveaux indicateurs incités sont proposés en lien avec la délibération de la CRE du 10 juin 2021 et l'ouverture de la concurrence sur le territoire des ELD : taux de changement de fournisseur réalisé dans les délais, taux de flux commun et de webservices implémentés.

Régaz suggère que les indicateurs concernant les flux communs et les webservices soient mis en place au moment où les dates limites d'implémentation auront été définies dans le cadre des travaux du GTo SI GRD gaz.

Enfin, nous déplorons le fait que le mécanisme incitatif pour les indicateurs de qualité de service soit asymétrique (montant total possible de bonus plus faible que le montant total possible de pénalité, voire absence totale de bonus lorsque l'objectif est fixé à 100 %) et nous souhaitons que les incitations soient plus équilibrées entre bonus et pénalités.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du tarif ATRD6 des ELD ?

Pas de remarque supplémentaire.

Question 14 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif smart grids ?

Régaz-Bordeaux

Favorable

Commentaire :

Régaz est favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R et D, notamment en matière de mutualisation, sous réserve que cette mutualisation s'applique également aux projets qui seraient communs à GRDF et à certaines ELD. Ce dispositif est aujourd'hui asymétrique, entre les ELD d'une part et GRDF d'autre part, sans possibilité pour les ELD d'accéder à des livrables peut-être déjà financés.

Concernant la détermination d'une enveloppe commune pour les budgets de R et D susceptibles de faire partie d'une démarche de mutualisation, nous notons que la Commission de Régulation de l'Energie envisage de retenir le budget le plus important parmi les demandes formulées et de répartir ce montant également entre toutes les ELD concernées.

Régaz est néanmoins surpris qu'aucune enveloppe spécifique ne soit reconnue comme les projets liés à la RSE ou certains autres projets (développement pyrogazéification...) qui font l'objet de clause de confidentialité contractuelle avec des partenaires extérieurs empêchant de fait toute mutualisation pendant une durée déterminée.

Question 15 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ce dispositif a déjà été mis en place dans le cadre du TURPE 6 début 2021 et il sera certainement dupliqué par la CRE dans les différents cadres tarifaires à venir des autres opérateurs.

L'initialisation de ce dispositif avec le développement d'un portail commun pourrait faire sens pour le peu que la CRE :

- accepte les trajectoires tarifaires prévisionnelles ou la prise en compte du financement des actions via le CRCP, ainsi que les charges d'exploitation qui pourraient ensuite en découler (coûts opérationnels et de maintenance),
- que les actions retenues aient fait l'objet au préalable d'un consensus entre les acteurs du marché sur la base de cahiers des charges précis, d'études de faisabilité technico-économiques, voire d'une validation des autorités de tutelle,
- que les GRD ne puissent être pénalisés lorsque la responsabilité d'un retard ne leur incomberait pas.

Question 16 : Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

Maintien d'un budget de développement du nombre de consommateurs

Commentaire :

Pour Régaz, il ne s'agit pas tant de « *développement du nombre de consommateurs* » que de « transition » dans notre relation clients.

Régaz-Bordeaux

Nous intervenons dans un secteur en pleine mutation qui réclame la mise en œuvre d'actions novatrices et la transformation de nos axes de développement.

Nos enjeux d'aujourd'hui sont radicalement différents de ce qu'ils étaient et la réglementation nous engage : transition énergétique, mobilité durable, sobriété, maîtrise et efficacité énergétique, ... Tous ces sujets réclament sensibilisation, acculturation et pédagogie auprès de l'ensemble nos parties-prenantes et clients finaux.

Ils donnent lieu à un plan d'actions au budget « *développement* » ou encore « *fidélisation clients* » en faveur de la transition et de la sobriété énergétique venant nourrir et servir les transferts d'usages auxquels nous devons répondre.

Ces enjeux peuvent également être distincts d'une ELD à l'autre : ainsi sur le territoire de Régaz, le potentiel de Conversion Fuel/Gaz est limité et de l'ordre de 2%. Tandis que la conversion de flotte de transports lourds Diesel/BioGNV/GNV, vers une mobilité durable, est de 40%. Pour mémoire, un camion est équivalent à la Conversion Fuel de 20 logements en usage traditionnel...

C'est la raison pour laquelle il nous semble cohérent d'intégrer cette stratégie de Conversion Diesel à nos objectifs et la prise en compte de ce budget dédié. Ce qui nous permettra, demain, de maintenir notre trajectoire.

Ces dépenses se substituent donc en quelque sorte aux dépenses de la période précédente et ont été clairement explicitées lors de nos différents échanges. Nous demandons leur maintien pour la période tarifaire ATRD6 2022-2025.

Question 17 : Le cas échant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?

Favorable

Commentaire :

Nous avons répondu à la requête de la CRE qui associait la communication et le développement en les associant sans réel distinguo, ce qui ne nous a pas permis de mettre la communication institutionnelle en exergue comme cela semble être le cas pour GRDF. Par conséquent, ces éléments ne nous ont pas été retenus considérant qu'ils relevaient du développement de nouveaux clients. Comme précisé dans la réponse à la Question 16, la quasi-totalité de nos actions de communication et développement sont désormais tournées vers l'accompagnement de la transition et la valorisation des gaz renouvelables auprès de nos clients et parties prenantes.

En toute logique, pour une question d'égalité de traitement, il est important que la CRE retienne au moins le même périmètre d'actions de développement que celui qui avait été acté pour la période tarifaire ATRD6 de GRDF, ainsi que le budget prévisionnel des dépenses de communication qui sont bien distinctes du budget développement.

Question 18 : Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des ELD de gaz détaillée en annexes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas de remarque.

Niveau tarifaire

Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Remarque préliminaire

La présentation de la CRE des différents ajustements dans la consultation publique ne nous semble pas de nature à permettre au lecteur de bien comprendre les différents ajustements mis en consultation et leur articulation. Ainsi, le tableau de synthèse présenté en page 33 ne reflète pas la réalité des ajustements car il ne tient pas compte des charges de R et D et de développement. Or en tenant compte de ces charges qui ont fait l'objet d'ajustements complémentaires proposés par la CRE, la totalité des ajustements envisagés représente pour certaines ELD plus du double des montants annuels indiqués dans le tableau.

Nous déplorons l'absence d'un tableau récapitulatif précisant par ELD les différents ajustements en valeur absolue et en pourcentage de la demande de l'opérateur (ajustements poste par poste de l'auditeur, ajustements supplémentaires de la CRE poste par poste) ainsi que d'une explication sur l'articulation entre les ajustements poste par poste.

Concernant les ajustements et propositions concernant Régaz, présentés par la CRE dans la consultation publique, nous souhaitons apporter les remarques suivantes concernant :

L'ajustement sur la montée de version de l'ERP

Rappel du contexte

Le projet de migration de l'ERP d'entreprise répond à la nécessité pour le groupe de remplacer la version actuelle, dont la maintenance ne sera plus assurée par l'éditeur Microsoft à partir de 2022. Il s'agit donc pour Régaz de réaliser ce projet afin de pérenniser la gestion des achats, du stock, de la facturation des clients (principalement les fournisseurs de gaz), des immobilisations et de la comptabilité, qui représentent le périmètre de l'ERP actuel, mis en place en 2013 pour un montant pour Régaz de 3 499 k€.

Dans notre proposition initiale, nous avons évalué le montant de ce projet de migration pour Régaz à 1 569 k€ étalé sur les exercices 2023, 2024, 2025.

Les ajustements proposés par l'auditeur portent sur 3 thèmes :

- 1) Diminuer le ratio de coûts de main d'œuvre reconnus sur factures à 10% au lieu des 55% demandées, soit un ajustement de 447 k€ sur les 1 569 k€ du coût évalué du projet pour Régaz.
- 2) Diminuer le ratio de licences prévues pour Régaz par rapport au groupe à 40% au lieu des 60% demandés,

Régaz-Bordeaux

soit un ajustement de 321 k€ sur 1 569 k€ du coût évalué du projet pour Régaz.

3) Diminuer le coût de maintenance prévu pour le nouveau logiciel des charges de maintenance de l'ancien, soit un ajustement de 326 k€ sur 1 569 k€ du coût évalué du projet pour Régaz.

Ainsi au final l'auditeur a ajusté 1 094 k€ sur les 1 569 k€ du coût évalué pour Régaz, ce qui constitue un ajustement de 70% du montant proposé par Régaz. Ce montant ajusté dans de telles proportions, ne nous permettra pas d'avoir les moyens nécessaires pour mener à bien ce projet.

Régaz conteste les 2 premiers thèmes :

- 1) Régaz maintient sa demande de main d'œuvre à hauteur de 55% au regard du ratio de 70% constaté par Régaz en 2013 pour le projet équivalent.
- 2) Régaz sollicite une révision de l'ajustement à 54% de licences, taux représentatif du poids des effectifs de Régaz dans le groupe.

Budget R et D

S'agissant d'ajustement sur les budgets de R et D susceptibles de faire partie d'une démarche de mutualisation, nous notons que la Commission de Régulation de l'Energie envisage de retenir le budget le plus important parmi les demandes formulées et de répartir ce montant également entre toutes les ELD concernées.

Outre les éléments développés en réponse à la question 14, la Commission de Régulation de l'Energie a déterminé qu'un "projet d'injection d'hydrogène dans les réseaux" était susceptible de faire partie d'une démarche de mutualisation entre Régaz-Bordeaux, R-GDS et Gédia, ce qui est inexact.

Les projets de Régaz-Bordeaux et R-GDS sont très similaires et peuvent en effet faire l'objet d'une démarche de mutualisation, alors que le projet de Gédia adresse la production d'hydrogène et la mobilité.

Aussi, R-GDS et Régaz proposent que les 1 139 k€ d'ajustements envisagés par la Commission de Régulation de l'Energie demandés par R-GDS pour son "projet d'injection d'hydrogène dans les réseaux" soient répartis également entre R-GDS et Régaz-Bordeaux, dans une enveloppe commune d'un montant de 570 k€ pour R-GDS et 570 k€ pour Régaz-Bordeaux, toutes choses étant égales par ailleurs.

Régaz est néanmoins surpris qu'aucune enveloppe spécifique R et D ne soit reconnue comme les projets liés à la RSE ou certains autres projets (développement pyrogazéification...) qui font l'objet de clause de confidentialité contractuelle avec des partenaires extérieurs empêchant de fait toute mutualisation pendant une durée déterminée.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?

Régaz-Bordeaux

Défavorable

Commentaire :

La CRE s'oriente vers une valeur de CMPC de 4,02% (réel, avant impôts), issue de la reprise des paramètres retenus pour GRDF à l'ATRD6 en janvier 2020, à l'exception du taux d'impôt sur les sociétés qui sera de 25% à compter du 1^{er} janvier 2022.

Les ELD du SPEGNN ont formulé une demande basée sur un rapport d'expert, qui prend en compte :

- L'évolution de la conjoncture économique.
- La situation spécifique des ELD, qui influe sur les paramètres suivants :
 - la prime de dette : prise en compte d'entreprises notées BBB plutôt que d'entreprises notées A ;
 - la prime petit opérateur : prise en compte des conditions de financement spécifiques aux opérateurs de petite taille dans le coût de la dette ;
 - le bêta de l'actif : prise en compte de l'exposition accrue aux risques résiduels de petits opérateurs par rapport à GRDF.

Nous maintenons notre demande initiale et déplorons l'approche de la CRE qui ne prend pas en compte la réalité de la situation des ELD qui s'illustre par un accès à des conditions de financement différentes - moins avantageuses - de celles d'opérateurs de taille plus importante.

Question 21 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pas de remarque supplémentaire.

Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voire l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de GreenAlp pour le tarif ATRD ?

Défavorable

Commentaire :

Dans sa consultation publique, la CRE envisage : « *pour l'ensemble des ELD, à l'exception de GreenAlp, de reconduire la méthode d'apurement du CRCP retenue pour le tarif ATRD5 des ELD* ». Régaz s'étonne qu'une exception pour une ELD puisse être envisagée (voire appliquée) sur le mécanisme de CRCP, principe de base du cadre réglementaire de l'ATRD. L'exception pour GreenAlp suggérée par la CRE consisterait en une annulation du solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 ou en un allongement de l'apurement de celui-ci.

L'annulation du solde du CRCP de la période ATRD5 pour GreenAlp est inconcevable et ce pour plusieurs raisons :

- Le mécanisme du CRCP (existence même de ce compte de régularisation, son principe d'apurement au sein d'une période avec le k et l'apurement de son solde sur la période suivante) est un mécanisme majeur du tarif ATRD en lui-même. Il permet de garantir à la fois aux GRD et aux consommateurs la juste couverture des charges à leur niveau réel pour les postes qui sont au CRCP. Remettre en cause ce mécanisme ferait perdre toute

Régaz-Bordeaux

crédibilité dans le tarif ATRD : la CRE aurait la possibilité « d'annuler » des montants de manière unilatérale.

- Sur un principe aussi fondateur qu'est le CRCP et son apurement pour le tarif ATRD, aucune exception ne peut être faite : le traitement doit être le même pour tous les GRD.

- Le solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp est un manque à gagner pour le GRD de Grenoble constitué sur la période de l'ATRD5. Cela signifie que le tarif ATRD5 était sous calé et ne reflétait pas sur cette période l'équilibre entre charges et recettes. Comme le rappelle la CRE dans sa consultation publique (§ 3.1.3) : « *Le solde du CRCP est calculé au 31 décembre de chaque année. Il est apuré sur une durée de 1 an dans la limite d'une évolution tarifaire annuelle associée à cet apurement de +/- 2 %. En cas d'atteinte de ce plafond, le solde du CRCP non apuré au cours de l'année considérée est reporté à l'année suivante. [...] En outre, le solde du CRCP en fin de période tarifaire est pris en compte lors de l'établissement du revenu autorisé de la période suivante. Le solde du CRCP est ainsi remis à zéro en début de chaque période tarifaire* ». Les règles de fonctionnement de l'ATRD5 étaient claires : le solde du CRCP constitué sur la période ATRD5 sera apuré en totalité sur la période suivante via une prise en compte dans le revenu autorisé. Ces règles ne peuvent pas être modifiées rétroactivement et GreenAlp doit être compensé du manque à gagner qu'il n'a pas perçu sur la période ATRD5.

L'allongement de l'apurement du CRCP ne peut être envisagé pour les mêmes raisons : principe fondateur qui doit s'appliquer à tous, manque à gagner sur la période précédente pour lequel les règles fixées doivent s'appliquer, perte de crédibilité dans le tarif ATRD. Par ailleurs, l'allongement de l'apurement aurait des conséquences néfastes pour les consommateurs :

- Le solde à apurer augmenterait chaque année puisque ce solde doit être actualisé au taux sans risque. Les consommateurs devraient donc reverser plus au GRD alors qu'ils auraient pu le rembourser en totalité dès la période ATRD6.

- Puisque le nombre de consommateurs gaz à Grenoble diminue, si l'apurement du solde est allongé au-delà de la période ATRD6 (ie sur l'ATRD7), alors l'apurement de ce solde se ferait sur un nombre plus réduit de consommateurs alors que c'est l'ensemble des consommateurs de la période ATRD5 qui devraient financer l'apurement de ce solde.

Pour ces deux raisons, l'allongement de l'apurement n'est pas une solution. Il aurait pu éventuellement être envisagé si la hausse tarifaire était ponctuelle et limitée à la période ATRD6, mais ce n'est vraiment pas le cas puisque la baisse des volumes de gaz est structurelle et se poursuivra sur les années au-delà de l'ATRD6.

Pour toutes ces raisons, Régaz est opposé à l'allongement, voire l'annulation de l'apurement du solde du CRCP résiduel de GreenAlp.

Enfin, la CRE justifie sa suggestion d'annulation du solde du CRCP ATRD5 de GreenAlp par « *la baisse des consommations et donc la hausse tarifaire anticipée* ». Si la régulation tarifaire actuelle de l'ATRD – et son mécanisme intrinsèque de CRCP – ne permet pas de répondre aux enjeux présents et à venir et aux évolutions du système gazier, dont la baisse des volumes est une réalité aujourd'hui pour GreenAlp et demain pour tous les GRD gaz, c'est que l'ATRD en lui-même doit évoluer et ce pour tous les GRD.

Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Il est difficile pour Régaz de se positionner sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 dans la mesure où les données ne sont pas encore figées à ce stade,

Régaz-Bordeaux

comme le solde du CRCP de fin de période ou la prise en compte de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement.

En effet, la prise en compte de ces éléments (y compris les taux d'inflation prévisionnels définitifs) peut avoir un impact non négligeable sur le niveau des charges à couvrir.

Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que le contexte économique général est incertain, avec notamment des tensions actuelles et à venir sur certains marchés qui pourraient se traduire par des augmentations importantes du prix de certaines prestations. Dans ce cadre, un niveau tarifaire trop faible alloué par la CRE se traduirait par l'abandon, par Régaz, de projets qui ne présentent pas de priorité au regard de la sécurité industrielle. Ainsi, certains projets (notamment de R et D) ou certaines actions (pour la promotion du gaz vert par exemple), pourraient être considérés comme non prioritaires et donc non réalisés si la couverture de charges s'avérait insuffisante. C'est la raison pour laquelle Régaz réclame le fait que la CRE puisse retenir la borne basse pour leurs évolutions tarifaires.

Question 24 : Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?

Favorable

Commentaire :

Les trajectoires de consommation et de nombre de clients, globalement baissières, ont été construites en cohérence avec le contexte actuel et propre à Régaz.

NB: il y a une erreur concernant le nombre de clients moyen 2022-2025 de Régaz, il est de 226 461 et non pas de 226 994.

Question 25 : Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Application des évolutions tarifaires

Dans sa consultation, la CRE présente les variations tarifaires des ELD de manière lissée sur les 4 années de l'ATRD6 et précise que « *Pour les besoins de la présente consultation publique, la CRE a retenu une évolution tarifaire lissée. Cela ne préjuge pas de la façon dont la CRE calculera l'évolution tarifaire au 1er juillet 2022 et pour chaque évolution annuelle.* » (§ 4.8.1.2). Un tel lissage des évolutions tarifaires (à la hausse ou à la baisse) nous semble poser des difficultés importantes et notamment de potentielles variations de tarif très significatives entre l'ATRD6 et l'ATRD7 du fait d'un tarif en fin de période ATRD6 qui ne refléterait pas du tout l'équilibre entre charges et recettes. Pour cette raison, Régaz demande formellement à la CRE d'être consultée et associée aux travaux de cette dernière dans le but de définir des modalités d'application des évolutions tarifaires qui soient les plus pertinentes aussi bien pour les opérateurs que pour les consommateurs finaux.

Tarification des clients « T3 appoint / secours »

Comme indiqué dans leurs demandes tarifaires, Régaz rappelle que les clients dits « T3 appoint/secours » ne

Régaz-Bordeaux

paient pas le bon niveau de prix car ils ne contribuent pas aux coûts d'investissement et d'exploitation du réseau à hauteur des puissances journalières sollicitées. En effet, ces clients utilisent des puissances importantes pendant de courtes périodes, ce qui peut mettre en péril la continuité de livraison de gaz naturel lorsque les fortes pointes de consommation se produisent en hiver.

Après les travaux démarrés courant 2018 sur l'évolution de la structure tarifaire et la consultation publique du 27 mars 2019, la CRE n'a pas retenu dans sa délibération du 23 janvier 2020 portant décision sur le tarif ATRD6 de GRDF, l'introduction d'une part capacitaire pour les clients à option tarifaire T3, tout en indiquant la nécessité de mener des travaux complémentaires pour améliorer la tarification des clients T3 compte tenu de leur diversité.

Aussi, Régaz insiste sur le fait qu'il est impératif de reprendre rapidement ces travaux en collaboration avec la CRE et GRDF, pour une mise en œuvre de l'évolution qui sera retenue au démarrage de la période ATRD7 de GRDF (1^{er} juillet 2024).